

-----  
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE  
-----

**DÉCRET N° 2023 – 114 DU 29 MARS 2023**  
portant reconnaissance d'utilité publique de  
l'Organisation non gouvernementale « Observatoire de  
Réflexion des Jeunes pour les Préceptes de l'Ethique et  
du Développement ».

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ÉTAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association et le décret d'extension du 13 mars 1946 ;
- vu** la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
- vu** le décret n° 2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
- vu** le décret n° 2001-234 du 12 juillet 2001 fixant les conditions d'existence et les modalités de fonctionnement des organisations non gouvernementales et leurs organisations faïtières ;
- vu** le décret n° 2021-573 du 03 novembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- vu** l'arrêté interministériel n° 118/MCRI/MPDEAP/MEF/MISP/CAB/-DROSC/ SA du 17 novembre 2008 portant attributions et composition de la commission interministérielle chargée de l'étude des dossiers de reconnaissance d'utilité publique des organisations non gouvernementales et leurs organisations faïtières ;
- vu** l'arrêté 2019 n° 1802-c/MEF/DC/SGM/DGDDI/DGI/CSIR/191SGG19 portant codification des exonérations fiscales et douanières accordées en République du Bénin ;
- sur** proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 29 mars 2023,

## DÉCRÈTE

### Article premier

L'Organisation non gouvernementale dénommée « Observatoire de Réflexion des Jeunes pour les Préceptes de l'Ethique et du Développement », enregistrée sous le numéro 2008/0438 DEP-ATL-LITT/SG/SAG-ASSOC du 08 septembre 2008, ayant pour mission principale d'œuvrer pour le développement de la République du Bénin à travers la lutte contre le chômage des jeunes, le respect des droits de l'homme, le bien-être et la santé des populations, est reconnue d'utilité publique.

### Article 2

Conformément à l'article 21 du décret n° 2001-234 du 12 juillet 2001 fixant les conditions d'existence et les modalités de fonctionnement des organisations non gouvernementales et leurs organisations faïtières, « Observatoire de Réflexion des Jeunes pour les Préceptes de l'Ethique et du Développement » bénéficie des avantages et est soumise aux obligations inhérentes à sa reconnaissance d'utilité publique.

### Article 3

La reconnaissance d'utilité publique conférée par le présent décret peut être retirée à l'Observatoire de Réflexion des Jeunes pour les Préceptes de l'Ethique et du Développement, en cas de non-respect des textes régissant la vie associative en République du Bénin.

### Article 4

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale et le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

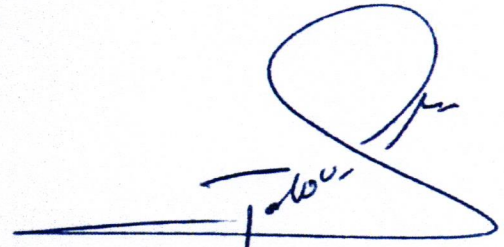
**Article 5**

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 29 mars 2023

Par le Président de la République,  
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON.-

Le Ministre du Développement et de la  
Coordination de l'Action Gouvernementale,



Abdoulaye BIO TCHANE  
Ministre d'Etat

Le Garde des Sceaux, Ministre  
de la Justice et de la Législation,



Séverin Maxime QUENUM

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Sécurité Publique,



Alassane SEIDOU

Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,



Romuald WADAGNI  
Ministre d'Etat

**AMPLIATIONS** : PR 6 ; AN 4 ; CS 2 ; CC 2 ; CES 2 ; C.COM 2 ; HAAC 2 ; HCJ 2 ; MDC 2 ; MEF 2 ; MISP 2 ; MJL 2 ;  
AUTRES MINISTERES 19 ; SGG 4 ; JORB 1.